

4 Elections vaudoises & Suisse

L'unité de la droite a fait la différence

DÉCRYPTAGE L'historien Olivier Meuwly et le politologue Andrea Pilotti analysent les résultats du premier tour au Conseil d'Etat. Tous deux considèrent que la droite a pris l'avantage en vue du 10 avril, favorisée notamment par le contexte actuel

VINCENT BOURQUIN
@bourquini

La guerre en Ukraine a-t-elle déjà joué un rôle pour ces élections? «L'électorat n'a pas encore métabolisé la crise ukrainienne et ses conséquences, mais cela va se produire dans les prochains jours», estime Andrea Pilotti, politologue à l'Université de Lausanne. Et selon lui, deux thèmes prendront de l'importance en vue du 10 avril: le coût de la vie et la transition énergétique. «Il y a un large accord sur la nécessité d'une transition énergétique, mais la manière de la faire diffère. Avec les inquiétudes autour de l'approvisionnement en matière de pétrole et de gaz, la population s'inquiète pour son porte-monnaie et ne veut surtout

pas de taxes supplémentaires. Ce contexte pourrait favoriser la droite.»

Féminisation en question

L'historien Olivier Meuwly considère lui aussi que la tendance est plutôt favorable à la droite. Grâce notamment à cette large alliance qui comprenait le PLR, l'UDC et l'ex-PDC. Du jamais vu en terres vaudoises. «Les centristes ont su prendre la place laissée par les vert'libéraux, qui sont partis seuls». Une union qui a reproduit le modèle fribourgeois. «La droite part gagnante lorsque ses différentes composantes acceptent de s'allier. Les électeurs apprécient ceux qui sont prêts à travailler ensemble», analyse Olivier Meuwly, spécialiste du radicalisme.

Parallèlement, il constate des «lacérations à gauche» liées notamment au «wokisme». «Les débats sur les questions de langage ou les tendances identitaires créent des cassures à gauche. Certains se demandent comment on peut se bagarrer sur la féminisation, alors que des gens meurent à Kiev ou à Marioupol», affirme Olivier Meuwly.

Andrea Pilotti insiste, lui, sur le positionnement de Michaël Buffat pour expliquer ces résultats: «Il a pris ses distances avec l'UDC suisse.» Après le canton du Valais et Fribourg, les démocrates du Centre pourraient donc fêter leur retour dans un troisième gouvernement romand. «Désormais le second tour se jouera aussi sur les personnes, Michaël Buffat devra rester sur sa ligne plus modérée, mais en

même temps, son parti sera appelé à fortement se mobiliser.»

Quant au mauvais score de Césia Amarelle, il ne serait pas dû aux affaires pénales révélées ces derniers jours. «C'est lié à la gestion de la crise du covid. On l'a déjà vu dans plusieurs autres cantons, les ministres de la Santé ont réalisés de bons résultats car ils sont considérés comme ayant joué un rôle fédérateur, alors que ceux de l'Éducation ont essuyés les frustrations de la population.»

Faible participation

L'une des clés pour le second tour sera la mobilisation des forces de gauche et de droite. Olivier Meuwly considère que la gauche dispose d'un réservoir de voix plus important. Mais pas sûr que cela suffira.

Andrea Pilotti ne cache pas son désarroi face à la très faible participation – 34,24% pour le Conseil d'Etat. «C'est l'un des cantons où le

«Les débats sur les questions de langage créent des cassures à gauche»

OLIVIER MEUWLY

taux de participation est le plus bas et il ne cesse de diminuer depuis 2000.» Comment l'expliquer? «C'est la responsabilité des partis qui parlent d'abord à leur électorat d'appartenance et ne pensent pas à l'élargir», affirme le spécialiste des

politiques cantonales et fédérales. Il regrette aussi que le canton de Vaud accepte cette situation sans réagir. «Il faudrait absolument lancer des actions pour mobiliser les jeunes, comme c'est le cas dans d'autres cantons.» Ces chiffres n'inquiètent pas Olivier Meuwly, qui souligne qu'il n'y avait pas de scrutins fédéraux en même temps.

L'une des grandes questions est désormais de savoir si l'alliance de droite maintiendra quatre candidats au second tour. «Pour continuer dans le trend actuel, je ne pense pas qu'ils aient vraiment le choix. Ils pourraient partir unis sans pour autant revendiquer cinq sièges.»

Et selon les deux analystes, c'est l'électorat vert'libéral qui pourrait trancher si le Conseil d'Etat reste à gauche ou bascule à droite. ■

Cassis-Zelensky, un même combat pour la paix

MANIFESTATION Même si la liaison avec Kiev a été difficile à établir, les présidents suisse et ukrainien ont eu un contact chaleureux sur la place Fédérale à Berne, où quelque 5000 personnes ont témoigné leur solidarité et leur sympathie

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

Loin des yeux, mais tout près du cœur. Samedi après-midi sur la place Fédérale à Berne, les quelque 5000 personnes qui ont exprimé leur solidarité à l'Ukraine n'ont pas pu voir Volodymyr Zelensky, mais ils ont pu l'entendre. Sous les bombes à Kiev, le président ukrainien a adressé un message émouvant aux Suisses. «Merci de votre soutien, merci de ne pas être restés à l'écart.» Mais il a aussi critiqué les multinationales comme Nestlé qui continuent à commercer avec la Russie.

Un contact chaleureux

Entre le président de la Confédération, Ignazio Cassis, et son homologue ukrainien, il n'y a pas véritablement eu d'échange en raison d'une très mauvaise liaison. Mais les propos tenus ont été très chaleureux. Tutoyant son interlocuteur, le Tessinois s'est déclaré «impressionné par le courage des Ukrainiens dans leur combat pour la liberté et la démocratie».

En tant que représentant d'un pays neutre, la Suisse ne peut pas livrer d'armes, a expliqué Ignazio Cassis. «Mais nous avons une longue tradition dans la médiation de conflits. C'est notre force et nous sommes disposés à offrir nos bons offices.» La fin de son discours a résonné comme un appel solennel destiné d'abord au président russe, Vladimir Poutine. «J'exprime l'espoir que les armes se taisent vite, que les corridors humanitaires s'ouvrent immédiatement et qu'après la destruction viendra le temps de la reconstruction.»

De son côté, Volodymyr Zelensky s'est exprimé en allemand. Il a remercié la Suisse de son soutien et de sa solidarité. Sans les citer, il a fait allusion aux sanctions de l'UE auxquelles la Suisse s'est associée. Un acte important à ses yeux. «La Suisse est un pays influent dans le monde dans beaucoup de domaines, sa voix est écoutée.»

Puis Volodymyr Zelensky a révélé qu'avant de devenir président, il s'était rendu plusieurs fois en Suisse et qu'il en était revenu admiratif.



«Cette guerre a déjà tué 112 enfants. Et pendant ce temps, certains continuent à faire des affaires avec la Russie, comme Nestlé»

VOLODYMYR ZELENSKY

«Pourquoi ne pouvons-nous pas vivre comme vous, avec ce niveau de vie, cette liberté, cette démocratie où le peuple décide parfois sans se soucier de l'avis des politiciens?» s'est-il interrogé. Voilà un chemin qui pourrait inspirer l'Ukraine. Bien que son pays ait d'autres préoccupations en ce moment, il n'a pas oublié qu'en principe la Suisse était cette année l'hôte d'une «Conférence sur les réformes en Ukraine», qui est agendée au début juillet à Lugano. «J'espère qu'elle aura tout de même lieu.» Il s'est par contre montré beaucoup plus critique envers les multinationales qui ont leur siège en Suisse. «A Marioupol, une ville vit coupée du monde, sans nourriture, sans eau, sans électricité. Cette guerre a déjà tué 112 enfants. Et pendant ce temps, certains continuent à faire des affaires avec la Russie, comme Nestlé», a dénoncé Volodymyr Zelensky.

«Prêts à mourir pour la démocratie»

Sous un soleil printanier, quelque 5000 personnes ont assisté à cette manifestation de soutien à l'Ukraine. Un chanteur a entonné les deux hymnes nationaux. «Nous sommes ensemble», ont répété tous les orateurs.



«Nous avons une longue tradition dans la médiation de conflits. Nous sommes disposés à offrir nos bons offices»

IGNAZIO CASSIS

Dans la foule, beaucoup d'Ukrainiens, ou plutôt d'Ukrainiennes dont une partie de la famille restée au pays vit chaque nuit dans l'angoisse de nouveaux bombardements. Parmi elles, Anna Morgunova, une architecte de 29 ans à Monthey (VS), qui brandit une pancarte «Stop Poutine». Qu'attend-elle de la Suisse? «Qu'elle applique sévèrement les sanctions envers tous les oligarques et les proches de Vladimir Poutine qui cachent leur argent en Suisse et que Nestlé suspende toutes ses activités en Russie, au moins durant la guerre», répond-elle.

Ce qui frappait à Berne, c'est la détermination des Ukrainiens à se battre pour leurs valeurs. «Arrêtons de dire que les Russes et les Ukrainiens sont des peuples frères. Ce n'est pas vrai», s'exclame pour sa part Olga Bolbot, une comptable de 34 ans originaire de Kiev, désormais établie à Neuchâtel. «Nous avons d'autres valeurs. Nous nous battons pour la démocratie et la liberté d'opinion et notre peuple est prêt à mourir pour elles», enchaîne-t-elle avec à côté d'elle sa maman Svetlana, qui vient de la rejoindre à Neuchâtel le 4 mars dernier. Dans un français hésitant, celle-ci confie: «J'espère rentrer à Kiev le plus vite possible, dans un mois.» ■

Le bataillon Cyber, nouveau bras de l'armée suisse

DÉFENSE La prise de commandement de cette entité militaire créée en début d'année s'est déroulée vendredi dans le canton de Neuchâtel. L'occasion de faire le point sur sa mission avec son commandant, le major EMG Davide Serrago

ALEXANDRE STEINER
@alexanstein

Ambiance solennelle vendredi au Château de Colombier (NE). En fin d'après-midi s'y est déroulée la prise de commandement du nouveau bataillon Cyber de l'armée, dont la mise en œuvre a débuté le 1er janvier. Elle s'inscrit en parallèle de la transformation de la Base d'aide au commandement (BAC) en commandement Cyber début 2024.

Le nombre de cyberattaques contre des entreprises helvétiques a augmenté de 65% l'an dernier, selon la société spécialisée israélienne Check Point. La guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques mondiales font craindre une nouvelle hausse.

Recrutement intensif

Concernant les infrastructures militaires suisses, le Département fédéral de la défense (DDPS) indique au Temps que les principaux risques identifiés sont une disponibilité limitée des systèmes en raison d'attaques par déni de service (DDoS) ou de rançonnages, ainsi que d'éventuelles pertes de données. «Nous détectons chaque année plusieurs dizaines de milliers d'événements de sécurité. Ils donnent lieu à plusieurs centaines d'incidents à la criticité et à la durée de résolution variables», une porte-parole.

Dans ces circonstances, ce nouveau bataillon est l'une des mesures prises pour renforcer les capacités de réaction de l'armée face aux cybermenaces la visant. Au service de la BAC, sa mission porte sur trois domaines. «Cybersécurité, connaissance de la situation militaire cyber et cryptologie», détaille son commandant, le major EMG Davide Serrago.

Bénéfice indirect pour les acteurs civils

Les restructurations en cours feront augmenter les effectifs dédiés à la cyberdéfense de 200 à près de 600 personnes. «Nous ne donnons pas de chiffre exact sur la composition du bataillon, poursuit-il. Nous prévoyons de recruter 200 militaires d'ici à janvier 2024. C'est moins de 0,2% du corps militaire, mais nous devons trouver des profils spécialisés pour augmenter nos compétences et assurer une meilleure résistance des équipes en cas de crise.»

Pour ce faire, l'armée recherche des jeunes suivant une formation dans l'informatique ou ayant un intérêt marqué pour la cybersécurité. «Beaucoup se présentent, notamment des étudiants des EPF, mais tous ne réussissent pas les tests de capacité. Ils doivent démontrer une certaine maîtrise technique

pour pouvoir ensuite accéder à l'instruction de base déjà dispensée depuis 2018», relève le commandant. Elle propose également une reconversion à des militaires affectés à d'autres troupes s'ils disposent des compétences requises.

Est-il certain de trouver suffisamment de spécialistes, qui sont aussi de plus en plus recherchés dans l'économie privée et les institutions publiques? «Comme nous parlons de miliciens, nous ne sommes pas en concurrence. Ces acteurs ont tout intérêt à employer des personnes qui disposent d'une formation militaire dans ce domaine, dont ils pourront aussi bénéficier. Nous collaborons avec ICT Switzerland, ce qui permet à nos soldats d'obtenir un brevet fédéral de spécialiste en cybersécurité s'ils disposent d'au moins un an d'expérience professionnelle. Tout le monde est gagnant», répond-il.

Le revers de la milice, c'est qu'après l'instruction de base, les membres du bataillon ne seront mobilisés que trois semaines par an pour gérer des problématiques en constante évolution. «C'est pour cela que nous misons sur des personnes qui travaillent en permanence sur ces questions, dans le monde professionnel ou académique, poursuit Davide Serrago. Nous évaluons régulièrement leurs compétences. Si elles ne répondent plus à nos exigences, nous les réaffectons à d'autres fonctions.» L'organisation des cours de répétition se fait de telle manière qu'une équipe soit à disposition de la BAC tout au long de l'année: «Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas être efficaces.»

Renfort massif et rapide en cas de crise

Pourquoi ne pas simplement renforcer les effectifs de la BAC avec des professionnels? «Notre rôle est de pouvoir lui apporter un renfort massif et rapide en cas de crise grave. Si les cyberattaques deviennent si nombreuses qu'elle ne parvient plus à y faire face, nous nous pourrions être mobilisés. C'est à comparer avec le renfort apporté par l'armée aux hôpitaux durant la pandémie.»

En plus de leur soutien à la BAC, les spécialistes du bataillon Cyber peuvent être engagés en soutien subsidiaire aux autorités civiles, précise le DDPS. Mais uniquement lorsque les moyens dont elles disposent sont épuisés ou qu'il est prouvé que les moyens nécessaires ne sont pas disponibles et ne peuvent pas être fournis dans l'ampleur requise et en temps voulu par des prestataires commerciaux.»

Pour Davide Serrago, l'armée n'est pas en retard dans le domaine de la cybersécurité, mais il concède qu'il y a encore beaucoup à faire pour gagner en flexibilité. «Nous avons pris conscience que nos moyens étaient trop limités pour répondre aux défis actuels. Avec les projets de bataillon et de commandement Cyber, je pense que nous sommes sur la bonne voie», conclut-il. ■